

Déclaration de Pierre Moscovici sur le processus d'élargissement de l'Union européenne (4 décembre 1997)

Légende: Le 4 décembre 1997, à l'occasion d'une visite en Estonie, Pierre Moscovici, ministre délégué français chargé des Affaires européennes, expose à Tallinn les priorités de la France en ce qui concerne l'élargissement et l'approfondissement de l'Union européenne.

Source: Visite dans les Etats baltes, Conférence de presse conjointe du ministre délégué chargé des Affaires européennes, M. Pierre Moscovici, et du ministre estonien des Affaires étrangères, M. Toomas Hendrik-Propos du ministre délégué (Tallinn, 4 décembre 1997). [EN LIGNE]. [Paris]: Ministère des Affaires étrangères de la République française, [18.04.2005]. Disponible sur

<http://www.doc.diplomatie.gouv.fr/BASIS/epic/www/doc/DDW?M=7&K=963084302&W=DATE+%3D+%2704.12.1997%27+AND+TEXTE+PH+IS+%27moscovici%27+ORDER+BY+DATE/Descend>.

Copyright: (c) Ministère des Affaires étrangères de la République française

URL:

http://www.cvce.eu/obj/declaration_de_pierre_moscovici_sur_le_processus_d_elargissement_de_l_union_europeenne_4_decembre_1997-fr-6da34b6b-61a8-4c4f-82a4-141d49a42200.html

Date de dernière mise à jour: 05/09/2012

Visite dans les Etats baltes - Conférence de presse conjointe du ministre délégué chargé des Affaires européennes, M. Pierre Moscovici, et du ministre estonien des Affaires étrangères, M. Toomas Hendrik - Propos du ministre délégué (Tallinn, 4 décembre 1997)

[...]

Quelques mots sur l'Europe. Je crois que c'est peut-être là où je suis le plus attendu. Ma visite est une visite des trois Etats baltes. Je commence aujourd'hui par l'Estonie. Je vais tout à l'heure, dans quelques minutes en Lituanie, puis en Lettonie. Et j'ai un message un peu compliqué à faire passer, même s'il est simple pour l'Estonie.

C'est celui de la conception française de l'élargissement de l'Union. Nous pensons que tous les Etats candidats à l'Union ont vocation à adhérer. Je dis bien tous. Donc, un processus d'adhésion qui mette tout le monde sur la même ligne de départ. Que chacun ait sa chance. C'est pour cela par exemple que nous souhaitons qu'il y ait une composante multilatérale de l'élargissement qui serait une Conférence européenne, dans laquelle tous les Etats puissent parler des problèmes économiques, des problèmes de sécurité, des problèmes de drogue, des trafics de drogue, et nous attachons beaucoup d'importance à ce projet français. Nous souhaitons que pour tous les pays, il y ait des stratégies d'adhésion qui soient mises en place. Mais en même temps, nous reconnaissons que certains pays sont un peu plus avancés que d'autres, qu'ils ont déjà conduit des processus de réforme qui sont un peu plus aboutis. Et donc, nous reconnaissons qu'il est possible qu'il y ait une différenciation sous forme de négociations d'adhésion sous une forme plus rapide pour un certain nombre de pays.

De ce point de vue-là, la liste qui a été donnée par l'avis de la Commission publiée cet été, au mois de juillet, une liste de cinq pays plus un, avec Chypre, que je laisse un peu de côté, car son statut est plus complexe, nous paraît être une bonne base de travail pour Luxembourg la semaine prochaine. Et cela signifie que, si les Quinze en ont décidé ainsi, la semaine prochaine, l'Estonie pourrait se voir reconnaître le droit à l'ouverture de négociations pour l'Union européenne. Ce sera la position de la France. Elle sera exprimée clairement. Elle vise à dire à la fois, que personne n'est exclu et tout le monde est concerné. Et en même temps, par réalisme, il faut que l'on puisse commencer un processus plus rapide avec cela.

Voilà, c'est une position extrêmement claire. L'Estonie peut compter sur le soutien de la France, mais cela n'est pas un soutien qui s'exprime contre les autres Etats baltes. Nous voulons que les trois appartiennent un jour prochain à l'Union européenne, même si l'Estonie a aujourd'hui, comme on dit en sport, une longueur d'avance.

J'ajouterai quelques mots. Le premier, c'est que commencer des négociations, ce n'est pas les conclure. Il ne faut pas tout confondre.

Donc, il y a encore des efforts à faire. Cela prendra du temps. Et nous connaissons ces efforts. Il faut poursuivre les réformes structurelles. Il faut être capable de se mettre complètement en conformité avec les exigences du marché intérieur. Il faut améliorer la situation de la minorité russophone. Il faut aussi, mais ce n'est pas une condition, que les relations avec la Russie soient stabilisées, car le jour où votre pays sera dans l'Union européenne, l'Estonie deviendra une frontière extérieure de l'Union. Il faut que tout cela soit garanti.

Alors, cela prend du temps. La Commission va y travailler. Le Conseil va y travailler. Et ces années qui nous attendent sont des années de négociations.

Vous avez beaucoup d'atouts, c'est certain. C'est pour cela d'ailleurs que des négociations s'ouvrent en même temps, l'adhésion aura lieu... je ne sais pas, dans trois ans, quatre ans, cinq ans... Il ne faut pas être pressé.

Il faut faire les choses correctement. Mieux vaut une adhésion qui prend un peu de temps et qui est réussie qu'une adhésion prématurée qui serait un échec. Donc, je crois qu'il faut faire cela avec beaucoup de détermination et en même temps beaucoup de sérénité.

Et mon dernier mot est pour les institutions européennes. Je dois rappeler la position française. Il ne pourra pas y avoir de conclusion d'un nouveau traité d'adhésion s'il n'y a pas au préalable de réforme des institutions européennes. Ce n'est pas un problème des pays candidats.

Des négociations doivent s'ouvrir. Elles doivent se poursuivre normalement. Mais pour les pays candidats eux-mêmes, il est indispensable que les institutions aient été réformées auparavant. Parce que votre intérêt, c'est d'entrer demain dans une Europe qui marche, qui fonctionne, qui peut décider. Voilà, pour résumer, le message.

J'ai conscience qu'il est compliqué. La semaine prochaine à Luxembourg, l'Estonie sera admise, j'en fais le pari, à ouvrir des négociations avec l'Union européenne. C'est sans doute le principal, et pour cela, il faut compter sur le soutien de la France dans ce Conseil européen.

[...]